



GÉOPOLITIQUE

Lectures du terrorisme

AU FIL de son travail de comparaison entre les politiques et législations antiterroristes américaines et françaises, Ghislain Benhessa (1) souligne que la France « a du chausser les bottes américaines dans sa guerre contre le terrorisme » quel qu'ait pu être le refus affirmé d'un Patriot Act à la française. L'état d'urgence, prolongé à plusieurs reprises, tout comme l'appareil législatif et réglementaire adopté à la suite des attentats successifs y ramènent. L'auteur rappelle les positions du juriste John Yoo, qui avait « aidé le président [George W Bush] à se passer du Congrès » après le 11-Septembre et a ne pas respecter les lois internationales dans la prise en charge des prisonniers – des « combattants illégaux » purent ainsi être détenus à Guantanamo. Membre en vue du Bureau de conseil juridique (Office of Legal Counsel), Yoo avait recommandé dès 2002 le recours à des « mesures d'interrogatoire coercitives » c'est-à-dire à des techniques de torture (2).

En France, M. Pierre Lellouche, cacique du parti Les Républicains et spécialiste en géopolitique (3), estime que le projet des djihadistes ne serait rien de moins que la conquête du monde. Il en appelle donc à un « réarmement national » afin de lutter contre le « déclassement stratégique » de la France, dont le budget militaire est passé derrière celui de l'Allemagne.

Pour Jacques Baud, ancien officier de renseignement de l'armée suisse (4) au contraire, « l'aventurisme meurtrier des Occidentaux » a « transformé une revendication identitaire en une résistance (djihad) qui a rapidement pris la forme du terrorisme » contre les « interventions militaires des puissances qui tuent de façon illégitime et illégale des musulmans ». Mais, « par crainte d'excuser, on n'écoute pas, on n'explique pas et donc on ne comprend pas » déplore-t-il.

Ce n'est pas là un reproche qu'encourt David Thomson, ancien correspondant de Radio France Internationale (RFI) en Tunisie – l'un des principaux pays pourvoyeurs de combattants étrangers pour l'Organisation de l'État islamique (OEI). Au fil d'une centaine d'entretiens menés ces dernières années (5), il dialogue avec de jeunes Français djihadistes « dont le projet de vie est de tuer pour être tué » et qui sont revenus au pays souvent plus déçus que repentis. Quant à la politique de « déradicalisation » elle semble loin d'avoir fait ses preuves.

Dans le classique *Histoire du terrorisme*, qui reparait dans une version actualisée (6), Gerard Chaliand rappelle

que la terreur sacrée, au nom du religieux, est un phénomène récurrent, et que les mouvements messianiques « véhiculent la terreur et s'en nourrissent » donnant à leurs exactions un « caractère transcendantal » et absolu. Le ministre français de la défense Jean-Yves Le Drian (7) voit au contraire dans l'action de l'OEI une « rupture majeure » l'apparition d'un terrorisme purement destructeur dans ses buts et largement militarisé dans ses moyens et méthodes, avec une « continuité de la menace sur les fronts intérieur et extérieur », ce qui, à ses yeux, justifie l'effort de cohérence de l'antiterrorisme militaire (l'opération « Sentinelle » à l'intérieur, les opérations « Barkhane » et « Chammal » à l'extérieur). Il alerte toutefois sur le risque de susciter l'idée d'un « ennemi intérieur » ce qui « comblerait les attentes de l'adversaire ». Dans un essai pénétrant (8), l'ancien journaliste Richard Labevière, aujourd'hui consultant sur les questions de défense, remonte aux causes du terrorisme, qui de la petite délinquance à la grande criminalité, serait devenu le « stade suprême de la mondialisation ». Il règle ses comptes avec ceux, journalistes spécialisés, experts et diplomates, qui ont selon lui « épargné l'un des acteurs principaux du terrorisme de la misère : l'Arabie saoudite ». Il rejoint ainsi Pierre Conesa (9), qui souligne l'efficacité « diplomatique religieuse » de la monarchie saoudienne laquelle sème dans le monde, notamment en Afrique et en Asie, les « dangereuses graines du salafisme ».

PHILIPPE LEYMARIE

(1) Ghislain Benhessa *L'Etat de droit à l'épreuve du terrorisme* L'Archipel Paris 2017 169 pages 17 euros

(2) John Yoo *War by Other Means An Insider's Account of the War on Terror* Grove Atlantic New York 2006

(3) Pierre Lellouche *Une guerre sans fin* Cerf coll « Actualité », Paris 2017 480 pages 24 euros

(4) Jacques Baud, *Terrorisme Mensonges politiques et stratégies fatales de l'Occident* Editions du Rocher Monaco 2016 424 pages 20 99 euros

(5) David Thomson *Les Revenants Ils étaient partis faire le jihad ils sont de retour en France* Seuil-Les Jours Paris 2016 304 pages, 19 50 euros

(6) Gerard Chaliand et Arnaud Blin (sous la dir. de), *Histoire du terrorisme de l'Antiquité à Daech* Fayard, Pluriel Paris 2016 864 pages 12 euros

(7) Jean-Yves Le Drian *Qui est l'ennemi ?* Cerf coll « Actualité » 2016 96 pages 5 euros

(8) Richard Labevière *Terrorisme face cachée de la mondialisation* Pierre Guillaume de Roux Paris 176 pages 23 euros

(9) Pierre Conesa *Dr Saoud et Mr Djihad La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite* Robert Laffont coll « Le monde comme il va », Paris 2016 306 pages, 20 euros